



une résiliente

Panorama



Bulletin d'Information de l'Ambassade des Etats-Unis au Sénégal

18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal • Tél. (221) 33 829 21 00 • Fax : (221) 33 822 23 45
<http://dakar.usembassy.gov> • Panorama • Numéro 121 • Janvier-Février 2012

Actualités

- Les Etats-Unis travaillent en partenariat avec le Sénégal pour construire de nouveaux établissements scolaires1
- Don de matériels informatique et audiovisuel à la Bibliothèque Ousmane Sène de Yoff.....2
- L'USAID lance de nouveaux programmes de santé 3
- Le groupe *Ari Roland Jazz Quartet* adapte son répertoire aux mélodies sénégalaises4
- L'USAID remet des équipements d'une valeur de 1,2 milliard de francs CFA5
- Actions sociales des employés de la mission.....6

Focus sur la démocratie et les élections

- L'Ambassade finance une formation de jeunes reporters sur la couverture médiatique des élections7
- La démocratie en bref8
- La passation des pouvoirs dans une démocratie ..8
- Les composantes d'une démocratie résiliente9
- Société civile, démocratie et élections.....10

Quoi de neuf12

Les Etats-Unis travaillent en partenariat avec le Sénégal pour construire de nouveaux établissements scolaires

L'Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal, Lewis A. Lukens, et le ministre sénégalais de l'Education, Kalidou Diallo, ont procédé, le 21 novembre 2011, à l'inauguration de deux collèges construits par le Gouvernement sénégalais et financés par les Etats-Unis, à travers l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID).



L'Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal, Lewis A. Lukens, et le ministre de l'Education, Kalidou Diallo devant la plaque d'inauguration

A

Ces deux collèges d'enseignement, situés respectivement à Diourbel et à Mbour, ramènent à 96 le nombre d'établissements construits ou rénovés au cours des huit dernières années, dans le cadre d'un programme de remboursement forfaitaire par lequel le Gouvernement du Sénégal construit des établissements scolaires conformes aux normes internationales et l'USAID en rembourse les coûts. Ce programme permet de mettre à exécution un processus plus rapide, moins onéreux et plus efficace ayant des incidences positives sur l'économie sénégalaise et encourageant la collaboration entre le Gouvernement et le secteur privé sénégalais. Environ neuf établissements ont été construits chaque année dans le cadre du programme.

De 2003 à 2011, l'USAID a mobilisé une assistance d'environ 90 millions de dollars, soit 43 milliards de francs CFA, pour la construction et la rénovation de 96 écoles et contribué à la formation de milliers d'enseignants, dont un nombre considérable de femmes. L'USAID a également contribué à améliorer la gouvernance des collèges d'enseignement moyen et accordé des milliers de bourses à des filles issues de familles défavorisées et créditées d'excellents résultats scolaires.

Un autre programme scolaire a permis de fournir aux établissements d'enseignement primaire et secondaire du Sénégal environ trois millions de manuels scolaires conçus par une équipe conjointe d'experts américains et sénégalais. Tous ces manuels ont été imprimés au Sénégal, en contribuant ainsi au développement de l'économie du pays.

«L'aide des Etats-Unis c'est non seulement la construction et la réhabilitation des collèges. C'est également la formation des enseignants, soutien aux associations des parents d'élèves et les comités de gestion pour la transparence» a déclaré le ministre de l'Education, Kalidou Diallo. «L'éducation est la base de tout», il a ajouté.

L'Ambassade des Etats-Unis au Sénégal équipe la Bibliothèque Ousmane Sène de Yoff en matériel informatique et audiovisuel



L'ambassadeur remet symboliquement un ordinateur

Son Excellence, l'Ambassadeur Lewis Lukens a procédé, le 16 novembre 2011, à une remise de don de matériel informatique et audiovisuel pour la bibliothèque Ousmane Sembène de Yoff (BOSY). La cérémonie a eu lieu en présence des autorités administrative et coutumières de la commune de Yoff. Son Excellence l'Ambassadeur Lukens remplissait ainsi une promesse de M. Bruce Wharton, Assistant du Sous-secrétaire d'Etat chargé de la diplomatie publique. En effet, lors de son passage à Dakar en mai 2011, M. Wharton avait visité la BOSY et a été impressionné par le courage, l'abnégation et l'esprit de volontariat des jeunes de Yoff, qui leur ont permis de bâtir avec leurs propres ressources une bibliothèque aussi fonctionnelle au service de leur communauté. Ce don comprend des ordinateurs avec une imprimante, un poste téléviseur, un lecteur DVD avec des films, des playaways (une sorte de livre audio), un vidéo projecteur et un écran portable. Le tout accompagné d'une subvention pour l'installation d'un système Wi-Fi dans le bâtiment qui abrite la bibliothèque. C'est le dernier d'une série qui a commencé voilà bientôt dix ans. La BOSY a une tradition de coopération avec la section des Affaires Publiques de l'Ambassade des Etats-Unis, à travers le Centre d'information et de documentation (American Information Center).



L'ambassadeur visite une exposition d'articles artisanaux des femmes de Yoff

L'USAID lance cinq nouveaux programmes de santé



Le directeur de l'USAID Henderson Patrick (à gauche) examine un paquet de comprimés pour purifier l'eau et une moustiquaire en compagnie du ministre de la Santé Modou Fada Diagne (deuxième à partir de la droite)

Le Directeur de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international au Sénégal (USAID/Sénégal), M. Henderson Patrick, a annoncé le 15 novembre 2011 la mise en œuvre, au cours des prochaines années, d'un ensemble intégré de cinq nouveaux programmes complémentaires de santé.

Cette initiative, d'une valeur de 291 millions de dollars sur les années 2011-2016, s'appuiera sur le travail déjà mené par l'USAID pour aider le Ministère sénégalais de la santé à réduire l'incidence du paludisme et à améliorer la santé des femmes et des enfants grâce à la distribution de plus de 1,5 million de moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée d'action et à renforcer la prestation de services de santé au niveau communautaire.

«Ce programme a été mis au point dans le cadre de vastes consultations menées auprès des autorités sanitaires nationales, des régions et des districts, avec le concours de nos partenaires au développement, mais également et

surtout grâce aux organisations communautaires », a déclaré M. Patrick avant d'ajouter: «je suis convaincu que cet effort contribuera à renforcer le système de santé et la prestation de services de santé critiques, permettant ainsi une amélioration durable de l'état de santé des populations sénégalaises».

Les contrats de mise en œuvre de quatre des cinq programmes ont été signés et la signature du cinquième est prévue en janvier. La première composante intitulée Renforcement des systèmes de santé (RSS), vise à améliorer la performance du réseau de santé publique décentralisée tout en apportant au Ministère de la Santé une assistance technique sur les stratégies d'élaboration et de mise en œuvre de politiques efficaces et efficientes, la planification et la budgétisation. Cette composante introduira le financement basé sur la performance en vue d'accélérer la réalisation

La deuxième composante favorise un ensemble intégré de services de santé de qualité, en mettant l'accent sur les postes de santé reliant les centres de santé à des services communautaires et aux hôpitaux régionaux en vue d'assurer un continuum bien coordonné de soins. La troisième composante quant à elle, continuera le travail de l'USAID en vue d'améliorer la santé maternelle et infantile et de lutter contre les maladies infectieuses à l'échelle communautaire. Le travail mené par l'USAID dans le cadre de la lutte contre le VIH/SIDA et la tuberculose s'inscrira désormais dans le cadre de la quatrième composante.

Enfin, une nouvelle composante, devant être mise en œuvre exclusivement par une organisation sénégalaise, appliquera des méthodes sophistiquées de marketing social et de communication pour vulgariser les produits financés par l'USAID dans le cadre de la prévention du paludisme, de la planification familiale, de la purification de l'eau et d'autres produits commerciaux susceptibles d'améliorer la santé publique, surtout chez les mères, les enfants et autres populations vulnérables.

«Nous espérons que ces nouveaux programmes contribueront non seulement à améliorer la disponibilité des services, mais également la capacité du personnel de santé à offrir des services de haute qualité », a déclaré M. Patrick.

A

Le groupe *Ari Roland Jazz Quartet* adapte son répertoire aux mélodies sénégalaises



Le Groupe Ari Roland Jazz Quartet à Doutra Seck avec l'Orchestre National

Dans le cadre de leur tournée Ouest-africaine au Niger, Mali, Sénégal, Mauritanie et en République Démocratique du Congo, le groupe américain *Ari Roland Jazz Quartet* a séjourné à Dakar du 18 au 23 novembre 2011. La tournée, sponsorisée par le bureau des Affaires Culturelles et Educatives du département d'Etat, entre dans le cadre du programme *Rhythm Road: American Music Abroad*, qui est un produit de *Jazz at Lincoln Center*. Par le biais de concerts, d'activités éducatives et de contacts directs, *Rhythm Road* encourage le respect et la compréhension réciproque entre les spectateurs du monde entier.

Durant leur séjour, des concerts gratuits et des échanges professionnels avec les musiciens sénégalais ont été organisés par la section des Affaires Publiques de l'Ambassade à l'auditorium de l'Ambassade, à la Maison de la Culture Doutra Seck, aux centres socio culturels de Grand-Dakar, des Parcelles Assainies, de Rufisque, et au centre culturel régional de Thiès. Le group a aussi joué un concert gratuit pour les orphelins du Samu Social de Dakar.

Le *Jazz Quartet* est composé d'Ari Roland, chef de groupe (contre basse), Chris Byars, (Sax ténor), Zaid Nasser (Sax alto) et Keith Ball (Percussion). En dehors de ce dernier, le groupe joue ensemble depuis vingt cinq ans. Installé à New

York, l'orchestre s'inspire du style des années 1930 à 1950, période dite l'âge d'or du Jazz. Son répertoire se compose de morceaux de Charlie Parker, Dizzy Gillespie et Billie Holiday, véritables légendes du genre, ainsi que de compositions originales du Quartet, saluées par la critique. Au Sénégal, *Ari Roland Jazz Quartet* a adapté son répertoire en incluant des mélodies sénégalaises. En featuring avec l'Orchestre National et d'autres musiciens sénégalais, ils ont gratifié le public de belles nouvelles créations.



Le Groupe Ari Roland Jazz Quartet au Centre Culturel de Rufisque



L'USAID remet des équipements d'une valeur de 1,2 milliard de francs CFA à des universités et centres de recherche et de formation en agriculture

Le peuple américain, à travers l'Agence des Etats-Unis d'Amérique pour le Développement International (USAID), a entamé, le 30 novembre 2011, un vaste programme de remise d'équipements et de subventions à des institutions de formation et de recherche en agriculture du Sénégal.

C'est au total une enveloppe de plus de 3 millions de dollar (1,2 milliard de francs CFA) qui a été prévue et dépensée par le projet Education et Recherche en Agriculture (USAID/ERA) pour le renforcement des capacités institutionnelles des structures de formation et de recherche en agriculture. Dans le cadre de cet appui, douze institutions vont bénéficier du soutien du projet avec six véhicules utilitaires, 300 ordinateurs, six groupes électrogènes, des mobilier de bureau et des ouvrages didactiques.

Le principal objectif de ces actes de partenariat est de renforcer les capacités institutionnelles de ces institutions en leur dotant d'équipements et de matériels adéquats pour la mise en place d'un système éducatif et de recherche agricole performant permettant au Sénégal d'atteindre la sécurité alimentaire.

« Le fait d'équiper les grandes institutions de recherche agricole, en vue d'assurer une meilleure formation des enseignants, permettra d'améliorer les ressources technologiques dont disposent les producteurs au Sénégal et d'aider ces derniers à accéder aux dernières technologies » a déclaré Henderson Patrick, Directeur de l'USAID/Sénégal avant d'ajouter : « Cet accès aux nouvelles technologies aura pour conséquence l'amélioration de la productivité agricole et le renforcement des capacités économiques des agriculteurs à travers le pays, tout en préservant la sécurité alimentaire ».



Patrick Guibaud, Directeur du projet USAID/ERA, remettant les clés d'un autobus au Colonel Pape Walil Gueye, Premier Conseiller Technique du ministre de l'Environnement, en présence de Moussa Cissé, Directeur du Centre National de Formation des Techniciens des Eaux et Forêts, Chasse et Parcs Nationaux (30 novembre 2011)

Les institutions bénéficiaires de ces équipements sont des Universités de Dakar, Saint-Louis, Thiès et Ziguinchor, dont Cheikh Anta Diop, Gaston Berger, l'Ecole Nationale Supérieure Agronomique, l'Institut Supérieur de Formation Agricole et Rurale, et l'Ecole d'Elevage, parmi d'autres institutions clés de formation et de recherches agricoles.

Il s'agit là d'un appui bien apprécié par les bénéficiaires qui voient à travers ce geste de l'USAID un précieux soutien dans la formation des étudiants. En 2011, le programme a envoyé 44 étudiants en recherches agricoles à l'Université de Virginia Tech aux Etats-Unis.

« Cet appui du projet USAID/ERA est un grand soulagement pour la Direction de l'école car il s'agit d'un point qui était en bonne place dans la plateforme revendicative des étudiants, » a déclaré Moussa Cissé, Directeur du Centre National de Formation des Techniciens des eaux et Forêts, Chasse et Parcs Nationaux. « L'apport le plus important que l'USAID nous a donné c'est de nous permettre de planifier, à notre guise, les activités de formation et les sorties pédagogiques »



Les employés de la mission diplomatique donnent du sang...

Les 14 et 21 novembre 2011, l'association des employés locaux de la mission diplomatique américaine à Dakar, en partenariat avec le Centre national de transfusion sanguine (CNTS), a

organisé une collecte de sang à l'Ambassade et à l'USAID. Ce geste qui permet de sauver des vies a permis de collecter 106 poches de sang pour CNTS.



L'Ambassadeur Lukens donne son sang



Des employés attendent leur tour pour offrir leur sang

...Et marchent contre le paludisme

Le 26 novembre 2011, les employés de la mission diplomatique américaine à Dakar ont organisé une randonnée pédestre pour «Zéro Paludisme» au Sénégal. Le départ a été donné par Son Excellence Monsieur Lewis Lukens, Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique auprès de la République du Sénégal, à la Place Washington, devant l'Ambassade des Etats-Unis. Sur un parcours long de 8 km, les marcheurs ont relié la Place Washington au terrain américain Ebetts fields, sur la Corniche Ouest. Cette randonnée a été organisée avec le soutien de la Chambre de Commerce Américaine de Dakar (AMCHAM),

Coca Cola, GE Capital, Kirène et Tampico et a enregistré plus de 450 participants.

Les fonds récoltés à partir de la vente de T-shirts et du soutien des sponsors vont servir à acheter des moustiquaires imprégnés pour appuyer le Programme National de Lutte Contre le Paludisme (PNLP) dans son projet de « couverture universelle » en moustiquaires.



Focus sur la démocratie et les élections

L'Ambassade finance une formation de jeunes reporters sur la couverture médiatique des élections

En perspective de l'élection présidentielle de février 2012, l'Ambassade des Etats-Unis à Dakar a soutenu une formation de renforcement de capacités au profit des jeunes reporters de la zone centre. Cette formation, qui s'est déroulée du 25 au 26 novembre 2011, à Kaolack, a été organisée par la Convention des Jeunes Reporters du Sénégal.

Elle a regroupé des correspondants régionaux de Kaolack, Fatick, Kaffrine et Diourbel. L'atelier était animé par Baba Diop, chargé de cours à l'Institut Supérieur des Sciences de l'Information et de la Communication (ISSIC), Ibrahima Bakhoum, directeur de publication de Sud Quotidien et Mbaye Sady Diop, inspecteur de police. Les experts ont débattu des techniques de couverture d'une campagne électorale pour renforcer les capacités des journalistes à couvrir une élection de façon professionnelle, équilibrée et responsable avec objectivité, équilibre et précision avant, pendant, et après l'élection.

Pendant la cérémonie d'ouverture la Conseillère aux Affaires Publiques de l'Ambassade, Kristin Kane, a rappelé que l'«accès à l'information est essentiel à la santé d'une démocratie. Premièrement, il assure que les citoyens font des choix responsables et informés plutôt que d'agir par ignorance ou désinformation. Deuxièmement, l'information sert de 'fonction de vérification' en assurant que les élus défendent leurs serments d'office et réalisent les souhaits de ceux qui les ont élus».



La Conseillère aux Affaires Publiques de l'Ambassade, Kristin Kane, prononce son allocution en compagnie de la Présidente de la Convention Aïssatou Mbène Kane et de la journaliste Boly Bâ

Les journalistes ont également bénéficié de quelques conseils pour assurer leur sécurité durant la campagne électorale et le jour des élections. Dans le cadre du renforcement de la sécurité des journalistes, la Conseillère aux Affaires Publiques a annoncé que l'Ambassade a décidé de financer la confection de gilets de presse qui seront distribués gratuitement aux journalistes par l'entremise du syndicat national des professionnels de l'information et de la communication.

Cette formation est la première d'une série d'activités que l'Ambassade souhaite dérouler pour des élections libres et transparentes, qui se déroulent dans la paix.



Quelques participants à la formation



Focus sur la démocratie et les élections

La démocratie en bref

Le mot « démocratie » est sans doute familier à la plupart, mais la notion est encore mal comprise et mal employée à une époque où les dictateurs, les régimes à parti unique et les auteurs de coups d'État se réclament d'un soutien populaire en revendiquant l'apparence de la démocratie. Pourtant, la puissance de l'idée de démocratie a traversé une histoire longue et agitée, et le gouvernement démocratique, malgré des difficultés constantes, continue d'évoluer et de prospérer dans le monde.

La démocratie - du grec demos, « peuple » - se définit essentiellement comme un gouvernement où la souveraineté est investie dans le peuple. Dans certains cas, la démocratie peut être exercée directement par le peuple ; dans de grandes sociétés, le peuple élit des représentants.

Selon la célèbre formule du président Abraham Lincoln, la démocratie est le gouvernement « du peuple, par le peuple et pour le peuple ».

Liberté et démocratie sont des mots que l'on utilise souvent de façon interchangeable, mais ils ne sont pas synonymes. Si la « démocratie » évoque effectivement une série d'idées et de principes sur la liberté, elle consiste aussi en une série de pratiques et de procédures élaborées au fil d'une histoire longue et souvent tortueuse. La démocratie est l'institutionnalisation de la liberté.

En fin de compte, les citoyens vivant dans une société démocratique doivent être les gardiens suprêmes de leur propre liberté et doivent se frayer leur propre voie vers les idéaux énoncés dans le préambule de la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies : « la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde ».



Par-delà les élections: la passation des pouvoirs dans une démocratie

Les résultats de l'élection présidentielle de 1960 comptent parmi les plus serrés de l'histoire des Etats-Unis. Si serrés que les partisans du vice-président sortant, Richard Nixon, exhortèrent ce dernier à contester l'issue du scrutin. Richard Nixon s'y refusa. « Même si nous sortions gagnants au bout du compte, expliqua-t-il, cette victoire serait préjudiciable du point de vue de l'opinion mondiale et de l'effet sur la démocratie au sens large. »

Richard Nixon prit donc le parti de remplir ses fonctions de vice-président et il communiqua officiellement au Sénat l'élection de John F. Kennedy. « C'est la première fois depuis un siècle, déclara-t-il, qu'un candidat à la présidence annonce le résultat d'une élection dans laquelle il a été battu et qu'il annonce la victoire de son opposant. Je ne crois pas que l'on puisse trouver d'exemple plus frappant de la stabilité de notre système constitutionnel et de la tradition que suit fièrement le peuple américain, lequel développe, respecte et honore l'autonomie gouvernementale. Dans nos campagnes électorales, aussi âprement disputées soient-elles, aussi serré le scrutin soit-il, ceux qui perdent acceptent le verdict des urnes et soutiennent ceux qui gagnent. »

Les détracteurs de Richard Nixon virent dans ses propos le coup d'envoi d'une future campagne. Au cours des vingt dernières années depuis la fin de la guerre froide, beaucoup de pays ont organisé des élections, mais tous ne sont pas de vraies démocraties. Parfois, les élections sont truquées, les candidats sortants jouissent d'avantages indus ou encore - avec l'appui de l'armée - ils invalident les résultats. Mais dans les démocraties saines, comme Richard Nixon et ses détracteurs l'avaient compris, les citoyens attendent des élections qu'elles soient équitables et ils insistent sur le respect du scrutin, à commencer par la passation pacifique des pouvoirs.

Les organisations civiques et sociales volontaires, arguent-ils, mobilisent et informent les citoyens, et elles instaillent la notion selon laquelle la démocratie est légitime, alors que les actions non démocratiques ne le sont pas. À preuve, l'expérience de Richard Nixon, élu 37^{ème} président des Etats-Unis en 1968.

Focus sur la démocratie et les élections

Les composantes d'une démocratie résiliente

Dans une démocratie qui fonctionne bien, les élections sont l'heure de vérité pour les gouvernements et elles facilitent la passation pacifique des pouvoirs.

Les élections démocratiques ne se limitent pas au dépôt des bulletins dans les urnes et à leur dépouillement. Dans une démocratie saine, les élections sont l'occasion de tenir les gouvernements responsables devant les gouvernés. Les éléments suivants doivent être réunis :

- Les citoyens sont libres de choisir leurs représentants politiques.
- Les citoyens peuvent choisir parmi les candidats qui sollicitent leur soutien.
- Les titulaires de fonctions électives doivent affronter le verdict des urnes pour obtenir le renouvellement de leur mandat à des intervalles déterminés. Leur performance est ainsi régulièrement soumise au jugement des électeurs, et le scrutin peut leur coûter leur poste.

Les élections concurrentielles entretiennent un climat d'incertitude parmi les aspirants politiques, ce qui encourage ces derniers à répondre aux attentes de leurs électeurs.

Mais pour que les élections produisent la responsabilisation attendue, il faut qu'elles aient lieu régulièrement et qu'elles soient libres et équitables. Dans un grand nombre de jeunes démocraties d'Afrique subsaharienne et d'Eurasie postcommuniste, la concurrence électorale n'a pas répondu à cette espérance. Dans certains cas, c'est parce que les procédures électorales sont entachées d'irrégularités, au lieu de se dérouler dans la transparence et en pleine conformité avec les lignes directrices prévues par la constitution. Dans certains pays, les candidats sortants dominent le paysage politique en étant passés maîtres dans le maniement du clientélisme, à moins qu'ils ne fabriquent une « fausse » opposition et ne harcèlent la « vraie ». En outre, les régimes apparemment démocratiques parviennent à prolonger leur mainmise sur le pouvoir en contrôlant

l'inscription des citoyens sur les registres électoraux, le taux de participation et le dépouillement du scrutin.

L'écart entre la simulation de la pratique de la démocratie et son exercice réel se réduit quand les partis et les candidats de l'opposition mènent une campagne vigoureuse. Cette dernière mobilise les citoyens et les groupes de la société civile, lesquels s'organisent pour inscrire les électeurs, les inciter à voter et surveiller le déroulement des élections. C'est précisément ce qui se produit lors des élections qui constituèrent un moment-charnière de l'histoire de la Slovaquie en 1998, de la Croatie et de la Serbie en 2000, de la Géorgie en 2003 et de l'Ukraine en 2004. Dans chacun de ces cas, les citoyens eurent recours à des méthodes démocratiques, notamment à l'exercice du droit de vote et aux manifestations, pour contraindre les candidats sortants ou leurs successeurs présélectionnés à concéder leur défaite.

Indépendamment du système politique, les transitions représentent un moment difficile. Les démocraties qui fonctionnent bien gèrent la situation sans heurts et dans le calme. La présence d'élections « propres » et de transitions pacifiques démontrent aux perdants qu'ils pourraient être les gagnants la prochaine fois, et vice-versa. Les gagnants et leurs partisans doivent continuer à tenir compte des opinions de leurs rivaux, dans la perspective du prochain cycle électoral. Les perdants et leurs partisans doivent se concentrer sur les possibilités que recèlent le présent et l'avenir, et non sur les ressentiments du passé. Confiants que les règles du jeu pourront jouer en leur faveur la prochaine fois, ils acceptent plus facilement l'ordre politique existant et ils sont moins susceptibles de chercher à renverser un gouvernement démocratique par des moyens violents.

Toute transition implique un changement de dirigeants et, partant, un défi à la stabilité politique. Les démocraties limitent ce risque



Formation Bridge des membres de la CENA et des CEDA sur l'administration des élections pour la Présidentielle de 2012

en organisant régulièrement des élections concurrentielles qui offrent des possibilités réelles à des candidats de l'extérieur et en procédant à la passation des pouvoirs dans un climat de transparence, ce qui aide les gagnants et les perdants à accepter le verdict des urnes. Toutefois, les démocraties diffèrent quant à la façon dont elles tentent d'équilibrer les avantages de la stabilité face à la nécessité du dynamisme politique et du changement, et même face au désir des électeurs de reconduire les candidats sortants dans leurs fonctions à de multiples reprises. Aux Etats-Unis, par exemple, comme en Russie, en Arménie et dans plus d'une trentaine de pays d'Afrique subsaharienne, la constitution limite le nombre des mandats. Cette disposition vise à prévenir une dictature en faisant en sorte que personne ne puisse détenir le pouvoir trop longtemps, mais elle a aussi pour effet de priver les citoyens de la possibilité de voter pour les candidats qui ont rempli le nombre maximum de mandats autorisés.

On voit ainsi que les élections remplissent deux fonctions vitales dans un régime démocratique. Elles obligent le gouvernement à être responsable devant le peuple et elles facilitent la passation pacifique des pouvoirs politiques. Ces deux effets confèrent à la démocratie sa légitimité. Les citoyens d'une démocratie saine voient dans un gouvernement représentatif la seule façon de conduire les affaires politiques.

Focus sur la démocratie et les élections

Société civile, démocratie et élections



Le forum du Président Obama avec les jeunes leaders africains

Une société civile forte est la meilleure garantie d'une démocratie vigoureuse. Les organes de la société civile créent les conditions nécessaires au développement de la démocratie en garantissant des élections impartiales et en exigeant des élus la mise en œuvre des principes de bonne gouvernance.

L'expérience d'un passé récent confirme que des élections ne garantissent pas à elles seules un régime démocratique. On constate que les pays où les institutions de la société civile sont puissantes sont également ceux où les élections sont impartiales et les élus tenus à de véritables normes de gouvernance. Une comparaison des régimes réellement démocratiques et des pseudo-démocraties permet de constater que la société civile renforce la démocratie, et réciproquement.

Il est désormais bien connu que des élections ne suffisent pas à garantir une démocratie solide. C'est la raison pour laquelle les efforts de promotion et de soutien à la démocratie sont axés sur d'autres activités, du soutien à la société civile au renforcement du processus législatif. Mais les aspects électoraux et non électoraux de la démocratie sont interdépendants. On ne peut dissocier les uns des autres, et ils évoluent généralement de pair. Une société civile dynamique, bénéficiant du soutien d'une presse libre et d'autres organisations indépendantes, ne se contente pas de valider les résultats des élections en garantissant leur impartialité, leur légitimité et leur conformité aux règles du droit : elle assure également la bonne gouvernance après les élections, en exigeant des comptes du gouvernement et en imposant la transparence et le respect de la loi. Lors de ses discours de Moscou et d'Accra en 2009, le président américain Barack Obama a déclaré que le rôle de la société civile était de provoquer un changement démocratique selon une approche de

la base vers le sommet. Comme il l'a précisé à Accra : « Il ne s'agit pas seulement d'organiser des élections - il faut voir ce qui se passe entre les scrutins. »

L'exemple de l'Éthiopie

L'Éthiopie est un autre exemple du processus de consolidation démocratique de la base vers le sommet. Le pays a tenu ses premières élections véritablement ouvertes en 2005, avec l'aide d'organisations de la société civile éthiopienne jusqu'alors intéressées principalement par les efforts d'aide humanitaire et de développement. Remettant pour la première fois en cause la domination absolue du Front Démocratique Révolutionnaire du Peuple Éthiopien (FDRPE), au pouvoir depuis dix ans, les partis d'opposition ont accru leur représentation à l'assemblée nationale en obtenant 173 sièges sur 547, alors qu'ils n'en détenaient que neuf précédemment. Des programmes d'éducation civique de la population avaient été déployés par des organisations de la société civiles telles que Fafen Development et le Vision Ethiopian Congress for Democracy, qui avaient également détaché des observateurs le jour des élections. Malgré cela, le régime a tenté de truquer les résultats, provoquant ainsi des manifestations suivies d'actions de répression dans la capitale, Addis-Abeba. Faisant front commun, les organisations de la société civile ont obligé le régime à accepter les résultats des urnes dans le cadre d'un pacte conclu en mai 2006. Les dirigeants de la société civile qui avaient été arrêtés ont été remis en liberté.

Depuis, les associations de la société civile maintiennent le FDRPE sous pression afin qu'il respecte les droits de l'opposition et gouverne par consensus plutôt que par contrainte. Un nouveau sens de la responsabilité s'est fait jour. En 2007, un ancien premier ministre et un ancien ministre de la défense ont été jugés et condamnés pour corruption, après les questions soulevées par les groupes de défense des droits civiques. En 2008, les efforts des associations de la société civile ont permis l'adoption d'une nouvelle loi sur les médias. Le parlement comptait désormais parmi ses membres des représentants de différentes tendances et de différents partis politiques. Interdisant la censure des médias privés par le gouvernement et la détention des journalistes, la nouvelle loi montre que la société civile et des élections libres se renforcent mutuellement. Comme l'a noté le président Obama dans son discours d'Accra : « Dans toute l'Afrique, nous avons vu de multiples exemples de gens qui prennent leur destinée en main et qui opèrent des changements à partir de la base. »

Focus sur la démocratie et les élections



Après les élections

Le rôle de la société civile se poursuit après les élections, même si celles-ci sont libres et impartiales. Son action est alors moins spectaculaire ou médiatisée, mais son impact sur la bonne gouvernance n'en est pas moins essentiel. La société civile lutte jour après jour pour obtenir l'abolition des lois répressives, dénoncer la corruption et assurer une représentation équitable des divers groupes, intérêts et idées. Elle met les gouvernements devant leurs responsabilités et fait son possible pour que les dirigeants continuent à respecter les règles de la démocratie. Comme l'a indiqué le président Obama au Caire en 2009 : « Il faut conserver le pouvoir par le consentement du peuple et non la coercition ; il faut respecter les droits des minorités et participer, dans un esprit de tolérance et de compromis ; il faut mettre les intérêts du peuple et le déroulement légitime du processus politique avant ceux de son parti. Sans ces ingrédients, les élections ne créent pas une vraie démocratie à elles seules. »

Professeur à l'université de Yale, Susan Rose-Ackerman a rappelé dans son ouvrage *From Elections to Democracy*, publié en 2005, les différents facteurs permettant d'assurer l'intégrité du processus politique. En conclusion, elle note que seule une société civile dynamique dispose des moyens de consolider la démocratie : « Les États issus de l'ancienne sphère socialiste et les démocraties en phase de consolidation dans le monde entier ont tout intérêt à favoriser la création d'institutions qui canalisent et organisent la participation des personnes et des groupes au processus politique. »

En l'absence de société civile

Les années récentes ont également été marquées par des exemples d'élections dans des pays où la société civile était absente. Les spécialistes ont décrit ces pays caractérisés par des élections plus ou moins libres et des sociétés civiles trop faibles ou insuffisamment développées pour engager la responsabilité du gouvernement. Les termes qui reviennent les plus fréquemment sont ceux de démocratie faible, démocratie sous contrôle, démocratie non libérale, ou d'autoritarisme compétitif. Ce phénomène aura été le plus évident dans des pays anciennement communistes où la révolution a échoué, par exemple en Biélorussie (2005) ou au Kirghizistan (2008). La société civile de ces pays est restée très dépendante à l'égard des pays donateurs et n'a qu'une présence minimale en dehors des capitales. La population n'a donc pas suivi lorsque les militants de la société civile se sont mobilisés en formant des mouvements pour des élections libres. Une société civile



Bureau de vote à Ouakam

superficielle ou faible a également permis à des régimes autoritaires issus des urnes de s'accrocher au pouvoir en Malaisie, en Russie et au Cambodge.

Le Venezuela constitue le contre exemple d'un pays où une société civile dynamique n'a pas su maintenir une démocratie libérale pourtant florissante, comme c'était le cas dans ce pays jusqu'à la fin des années 90. L'exemple du Venezuela, comme celui du Zimbabwe, nous rappelle que les forces qui agissent de la base vers le sommet sont parfois insuffisantes pour garantir la démocratie : les pressions internationales, le système judiciaire, les commissions électorales et les élites politiques ont tous un rôle à jouer pour protéger la démocratie. Et parfois, il est vrai, des élections à elles seules sont suffisantes pour créer le mouvement social permettant d'assurer la victoire.

Fort heureusement, la libéralisation du système politique crée sa propre dynamique. Une fois libérée, la société civile est difficile à contrôler. Le président Obama et la Secrétaire d'État Hillary Clinton soulignent à juste titre l'importance du rôle de la société civile dans la consolidation de la démocratie, durant les élections comme après. Tous deux souhaitent renforcer la société civile et la démocratie aux Etats-Unis. M. Obama incarne cette mission : ancien organisateur communautaire, le président de notre pays comprend parfaitement la relation étroite entre la société civile et la vraie démocratie.

Destinataire :

Quoi de neuf ?

Suivez l'actualité du gouvernement des Etats-Unis sur Twitter.

L'Ambassade des Etats-Unis à Dakar a le plaisir de vous inviter à suivre l'actualité du gouvernement des Etats-Unis sur Twitter. Vous trouverez sur la page toutes les informations relatives au gouvernement, aux agences et aux officiels. Cette page vous permettra d'accéder en temps réel aux informations.

Adresse: <http://twitter.com/#!/AmericaGovFr>

Americagov Français (americagovfr) on Twitter - Windows Internet Explorer

<http://twitter.com/#!/AmericaGovFr>

File Edit View Favorites Tools Help

Americagov Français (americagovfr) on Twitter

twitter Search Have an account? Sign in

Americagov Français **@AmericaGovFr** Washington, DC
Les États-Unis dans le monde d'aujourd'hui. Ceci est un site officiel du Gouvernement des États-Unis.
<http://www.america.gov/fr/>

[Follow](#) [Text follow AmericaGovFr to your carrier's shortcode](#)

Tweets Favorites Following Followers Lists ▾

AmericaGovFr Americagov Français
L #USAID et la société Swiss Re forment un partenariat contre la #
faim et les catastrophes naturelles. #USA #Afrique ow.ly/77uSU
57 minutes ago

AmericaGovFr Americagov Français
Déclaration de Mme #Clinton à l'occasion de la fête nationale de la #
Zambie. #USA #Zambia #Lusaka #Afrique ow.ly/77uHk
1 hour ago

AmericaGovFr Americagov Français
Déclaration de Mme #Clinton sur la libération de la #Libye. #USA #
Libya #Kadhafi #SidiBouزيد #Afrique #Tripoli #Syrie ow.ly/77uyp
2 hours ago

Stay in touch with Americagov Français
Join Twitter right now:

Full name

Email

Password

[Sign up](#)

Curious how Americagov Français uses Twitter?
[Discover who @AmericaGovFr follows](#)

About @AmericaGovFr

5,364 199 2,517 156

Panorama est aussi en version électronique. Si vous souhaitez recevoir votre magazine par email, envoyez nous un message sur la page Facebook de l'Ambassade

Adresse: <http://www.facebook.com/pages/Ambassade-des-Etats-Unis-au-Senegal/108981709134387>

Panorama

Directeur de la publication : Sara Devlin

Rédacteur en chef : Oumar WATT

Composition : Ndèye Fatou WILANE

Conception - Réalisation : POLYAROME

18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal

Tél. (221) 33 829 21 00 • Fax: (221) 33 822 23 45

<http://dakar.usembassy.gov>

